

Crise : la Grèce responsable, ou les règles capitalistes ?

La Grèce est fautive, nous dit-on. Elle a utilisé l'argent de l'Europe pour s'offrir des maisons, des voitures, vivre dans le farniente. Elle a truqué ses comptes publics. Même si c'était vrai, ce serait trop facile de s'arrêter là, pendant que certains vont empocher des dizaines de milliards.

La crise n'est pas partie de Grèce, mais des Etats-Unis, à la fin 2007. Des millions d'Américains propriétaires à crédit ne pouvaient plus rembourser. Les grandes banques du monde avaient acheté leurs titres de vente ; ils ne valaient plus rien. Les uns ont été jetés à la rue. Les banques, elles, ont été sauvées par les Etats. Les Etats ont offert, cadeau, du jour au lendemain, des milliers de milliards de dollars ou d'euros, à ces banquiers, tous archi-endettés.

Mais ce qu'il faut savoir, c'est que les Etats n'avaient aucun argent d'avance, ils étaient déjà bien endettés, l'Etat américain le premier. Ont-ils trouvé une baguette magique pour fabriquer ces montagnes de milliards ? Non, pour sauver les banques de leur pays, les Etats ont été emprunter sur les « marchés financiers », c'est-à-dire... auprès des banquiers !

Logiquement, ce devrait être impossible, puisqu'ils allaient déjà très mal. Mais la logique du système est capitaliste. Les lois, les règles, sont faites pour eux. Et une règle peu connue est qu'un banquier a le droit de prêter 10 000 dès qu'il possède 800 : en clair, il a droit à la baguette magique, il crée de l'argent. Et les Etats marchent dans la combine, en le leur empruntant, puis en le remboursant, avec intérêt bien sûr.

Les banquiers ont été sauvés, mais ce sont désormais les Etats qui sont endettés et doivent les sous... aux banquiers. Voilà ce qui s'est passé en 2008-2009 aux Etats-Unis, en Angleterre, en France, etc. Evidemment, au bout d'un moment, il faudra que les Etats remboursent ce qu'ils ont emprunté. Et eux, devront le faire avec du « véritable » argent, par des impôts nouveaux, des taxes, ou en diminuant ses dépenses, donc des services publics. Avec une baguette destinée à frapper dur, celle-là. C'est la règle aussi.

La Grèce, elle, est pauvre en comparaison. L'Etat grec a dû emprunter auprès de banques allemandes, françaises. Geniki, une des premières banques, est en fait une filiale de la Société Générale. Au total, les banquiers français ont créé, pour le prêter avec intérêt à l'Etat grec, 54 milliards d'euros. Les Allemands 31 milliards.

Mais une autre règle des capitalistes veut qu'entre eux, la guerre est permanente ; ils appellent cela la libre concurrence. Alors, un plus malin, un plus gros aussi, la banque américaine Goldman Sachs a décidé d'attaquer la Grèce, et les banquiers qui lui avaient prêté. En janvier 2010, Goldman Sachs a donné une information, fausse, disant que la Grèce ne trouvait plus preneur pour l'un de ses emprunts. « Panique sur les marchés » : si la Grèce ne peut plus emprunter, elle ne pourra plus rembourser.

Plus personne ne veut de dettes grecques : les français Société Générale (Geniki), Crédit Agricole (Emporiki), BNP, l'allemand Dresdner Bank se retrouvent avec leurs milliards d'obligations grecques qui ne valent plus rien : ils appellent l'Europe au secours.

Et rebelote, comme en 2009, les Etats viennent les secourir : à nouveau, ils empruntent... aux banques, qui re-crésent de l'argent, des dettes qu'il faudra, elles aussi rembourser, avec du vrai argent. Comment ? il n'est qu'à voir en Grèce : licenciements plus faciles, retraites plus difficiles, salaires écrasés, impôts aggravés, dégâts humains inchiffrables...

Nous sommes, pour notre part, pour annuler la dette des Etats. En France, elle nous coûte 43 milliards € par an. Mais seules les populations peuvent prendre et imposer une telle décision. Les Etats, eux, sont des machines dévouées au capital. Et ce sont toutes les règles folles qui privilégient le capital, qu'il faudra changer.

16/5/2010

L'Ouvrier n° 214

ON PEUT PHOTOCOPIER, FAIRE CONNAITRE, DIFFUSER L'OUVRIER
(boîtes à lettres, marchés, affichages dans les cités)

Pour recevoir d'autres numéros, nous aider, nous écrire :
L'OUVRIER BP 64 - 94202 IVRY/SEINE CEDEX

Notre site internet : louvrier.org